

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et des Espaces Naturels

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

du 28 JUIN 1999

prescrivant les modifications des conditions d'exploitation, en vue de la mise en sécurité
du site de la carrière de la Société des CARRIÈRES DE SAINT-NABOR,
au lieu-dit "Buergerwald", commune de SAINT-NABOR

Le Préfet de la Région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 et le Code minier,
- VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 32 fixant les dispositions transitoires applicables aux carrières légalement ouvertes avant le 1er octobre 1971,
- VU la déclaration des droits acquis présentée par la Société des Carrières de SAINT-NABOR le 13 avril 1972 en vue de la poursuite de l'exploitation de la carrière de roche massive des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker" et pour une durée de 30 ans,
- VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989 réglementant les conditions d'exploitation de la carrière de roche massive des communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, aux lieux-dits "Buergerwald" et "Kolisacker", sur une superficie de 32 ha 50 a 49 ca,
- VU la convention du 1^{er} octobre 1998 entre l'Etat et la Communauté des Communes du canton de ROSHEIM en vue de déterminer la possibilité de réaliser un parc paysager et botanique à l'emplacement de la carrière de SAINT NABOR,
- VU le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) du 29 avril 1999,
- VU l'avis de la Commission départementale des carrières du 12 MAI 1999
- VU les observations du demandeur,
- VU la proposition de mise en sécurité du Cabinet JPA Consultants (JPAC) 69300 CALUIRE, de mars 1997, modifiée dans les termes du courrier de l'exploitant au Préfet, du 3 octobre 1997 et affinée lors d'une réunion qui s'est tenue à CALUIRE le 14 mai 1998 en présence de la DRIRE et de l'exploitant,

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre en sécurité le site de la carrière de SAINT-NABOR, dont les fronts de grande hauteur présentent des risques d'effondrement en masse,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

I- DÉFINITION DES INSTALLATIONS ET DES PÉRIMÈTRES - RÈGLES GÉNÉRALES

Article 1er : OBJET DE L'ARRETE COMPLEMENTAIRE

Les prescriptions définies par l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989 sont modifiées et complétées par les dispositions des articles 2 et suivants, pour la partie de la carrière exploitée par la Société des carrières de SAINT-NABOR, dont le siège social est rue des Carrières 67530 SAINT-NABOR, désignée ci-après par "l'exploitant", située sur le territoire de la commune de SAINT-NABOR et dans la limite du périmètre défini dans la demande du 13 avril 1972 susvisée.

Les conditions d'exploitation visent la seule fin de permettre, dans des conditions techniquement réalisables, la mise en sécurité du site de la carrière qui devra être réalisée avant le 13 avril 2002..

Article 2 : CONDITIONS ET LIMITES D'EXPLOITATION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1989 contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Par référence au plan cadastral, annexé au présent arrêté, levé, dressé et mis à jour le 17 février 1995 et en juillet 1998 par le Cabinet WEIBEL J.P., Géomètre expert DPLG à STRASBOURG, les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'intérieur des limites définies ci-après :

. côté commune de SAINT-NABOR :

le polygone défini par la limite communale séparant les communes d'OTTROTT et de SAINT-NABOR et le polygone Dg, A₂, B₂, C₂, D₂, E₂, F₂, G₂, H₂, I₂, Bc, C, V, U, Tc, Ta, dans la limite matérialisée par la clôture posée en 1993.

Dans le présent arrêté, les cotes sont données en cote NGF.

Tout projet de modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclaré à l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

Article 3 : DECLARATION DES INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 4 : MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5 : PRESCRIPTIONS GENERALES

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité et la salubrité du public et du personnel,
- maintenir la stabilité des terrains, de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes et la libre circulation des riverains.

Article 6 : ARRET DEFINITIF

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié. La notification de l'arrêt définitif doit être adressée au préfet 6 mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation. Elle doit être accompagnée du dossier prévu à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

II- AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES ET GARANTIES FINANCIÈRES

Article 7 : AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

7.1. Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant placera :

- 1) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre défini à l'article 2 ;
- 2) une borne de nivellement permettant de repérer les cotes de fond de fouille (côté SAINT-NABOR).
Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en sécurité et de remise en état du site.

7.2. Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

7.3. L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 8 : GARANTIES FINANCIERES

La carrière devra disposer de garanties financières à compter du 14 juin 1999.

III- CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 9 : TRAVAUX PREPARATOIRES

9.1. Défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

9.2. Décapage

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains sera limité aux besoins des travaux d'exploitation.

On ne procédera au décapage que selon les prescriptions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique) sera avisée, au moins 3 semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères seront enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte,
- aucun déplacement des horizons humifères n'aura lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins devra être évitée sur les zones à décaper,
- les opérations de décapage auront lieu à la pelle rétro et en aucun cas au chargeur ou à l'aide de l'engin d'extraction.

9.3. Les terres de découverte et les horizons humifères seront stockés sur le site en respectant les règles suivantes :

- stockage distinct entre horizons humifères et terres de découverte,
- les stocks de matériaux décapés auront des pentes ne dépassant pas 45°.

9.4. Aucun enlèvement de terres de découverte et d'horizons humifères du site ne pourra avoir lieu.

9.5. Toute mise à nu d'éventuels vestiges provenant de gisements archéologiques, sera immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Conservatoire régional archéologique).

9.6. La continuité des éventuels fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation devra être assurée.

Article 10 : MISE EN SECURITE

10.1. Prescriptions techniques

La mise en sécurité s'effectuera en plusieurs phases, du haut vers le bas, par terrassements de niveaux successifs, par prédécoupage, abattage et poussage.

Les terrassements seront entrepris sur les fronts de SAINT-NABOR et dans les différents secteurs définis à l'article 10.2. du présent arrêté. Mais sur chaque secteur, les terrassements de niveau n-1 ne seront entrepris qu'après achèvement de ceux de niveau n, le niveau n étant le plus élevé. Le principe de plusieurs attaques simultanées à divers niveaux sur le même secteur est interdit.

Les prélèvements de matériaux sous la cote 380 sont interdits.

Les fronts séparant deux plates-formes consécutives auront une pente de 2/1 (2 vertical, 1 horizontal), sauf exceptions ressortant des prescriptions de l'article 10.2. du présent arrêté.

Les plates-formes auront environ 10 m de largeur.

Les dièdres rocheux instables seront abattus et la purge de chaque gradin sera effectuée de façon à assurer sa stabilité dans le temps.

Le bord de chaque gradin sera écrêté, les déblais ainsi produits seront transférés à son pied.

Les plates-formes et le carreau de la carrière devront être aplanis avant le régalage des terres de découverte.

- Prédécoupage

L'implantation des fronts de prédécoupage des terrassements de chaque niveau et de chaque secteur sera assurée par un géomètre expert.

Le prédécoupage se fera par foration de trous distants au plus de 80 cm, depuis la surface du terrain naturel ou depuis la surface de terrain obtenu en fin de phase précédente (niveau n) et jusqu'au niveau de base de la phase en cours (niveau n-1), et chargés suivant les règles de l'art pour obtenir le meilleur prédécoupage possible de façon à assurer l'essentiel de la stabilité des futurs talus.

A cet effet, l'exploitant procédera à tous essais et réglages nécessaires de ses plans et procédures de tirs. Le prédécoupage doit être adapté à l'évolution de la structure de la roche.

- Abattage

Il ne sera entrepris qu'une fois le prédécoupage achevé sur tout le pourtour de la zone concernée. Chaque tir de prédécoupage ou d'abattage sera repéré avec précision sur un plan à l'échelle 1/200e. Ce plan sera mis à jour après chaque tir.

- Poussage

Sous la zone de poussage, un secteur de protection sera déterminé physiquement par un merlon. Le poussage pourra se faire sélectivement vers l'une ou l'autre extrémité de la plate-forme en cours de réalisation, selon la qualité du matériau abattu.

10.2. Mise en sécurité du front de SAINT-NABOR (à l'exclusion du front de la carrière Athen)

La mise en sécurité des fronts de SAINT-NABOR se fera conformément à la réflexion menée avec l'exploitant le 14 mai 1998, avec le concours des données disponibles chez JPA Consultants à 69300 CALUIRE.

Le projet de l'ensemble des plates-formes, dont la réalisation est prescrite par cet article 10, sera porté sur les plans prévus à l'article 13 et communiqué à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) avant la fin des trois mois qui suivent la notification du présent arrêté.

La mise en sécurité du front de SAINT-NABOR se fera selon le plan annexé au présent arrêté (projet du 22 mai 1998 modifié en avril 1999 – plan JPAC 13899/avril 1999).

Elle comportera les plates-formes obtenues par déblai dans les secteurs et altitudes ci-après (les secteurs sont définis sur le plan JPAC 14499/avril 1999) :

Secteur	N° de banquette	Altitude Ouest (m)	Altitude Est (m)
STN1	P6S1	452	465
	P5S1	437	449
	P4S1	419	433
	P3S1	419	424
	P2S1	406	410

Secteur	N° de banquette	Altitude Ouest (m)	Altitude Est (m)
STN3	P6S3	482	491
	P5S3	467	477
	P4S3	452	463
	P3S3	426	427
	P2S3	410	408
STN4	P7S4	491	514
	P6S4	477	500
	P5S4	463	486
	P4S4	449	470
	P3S4	427	434
	P2S4	408	410
STN5	P6S5	500	496
	P5S5	486	480
	P4S5	470	463
	P3S5	455	452
	P2S5	434	434
	P1S5	410	411

Dans le secteur STN2, des liaisons seront assurées entre les plates-formes P5S3 et P6S1, P4S3 et P5S1, P3S3 et P3S1, et les plates-formes P2S3 et P2S1.

10.3. Conformément au plan JPAC 14499/avril 1999, joint au présent arrêté, dans les secteurs STN1 et STN3 - STN4, à partir des plates formes obtenues selon les prescriptions de l'article 10.2, l'exploitant réalisera localement un décaissement d'environ 3 mètres (abaissement vertical de ces plates formes), avec talus de transition permettant de passer de la plate forme initiale ou décaissée, la pente de ces talus se faisant en direction du décaissé.

10.4. Tous les ans, trois mois après la signature du présent arrêté pour la première année, l'exploitant présentera à la DRIRE un planning des travaux qu'il se propose de réaliser pour l'année à venir.

10.5. Tous les ans, l'exploitant adressera à la DRIRE :

- un bilan par secteur, des travaux réalisés et restant à réaliser,
- une analyse critique de l'avancement de ces travaux, compte tenu du délai de leur réalisation défini à l'article 1er du présent arrêté. Cette analyse pourra être soumise à l'avis d'un tiers expert, sur demande de la DRIRE et aux frais de l'exploitant.

10.6. Une étude de confirmation de la stabilité de l'ensemble des fronts pourra être demandée au cours de la réalisation de la mise en sécurité ou à la fin de ces travaux.

IV- SÉCURITÉ PUBLIQUE

Article 11 : Accès et circulation dans la carrière

11.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

11.2. L'accès des fronts par le haut sera interdit par une clôture ; la clôture en place sera prolongée jusqu'au point V du périmètre réglementé par le présent arrêté.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, seront signalés par des panneaux placés sur les chemins et à proximité des limites de la carrière.

Article 12 : Distances de recul - Protection des aménagements

Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre défini à l'article 2, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Les fronts de SAINT-NABOR devront rester à une distance d'au moins 500 m de l'Abbaye de Niedermunster et de la Chapelle Saint-Nicolas.

V- PLAN D'EXPLOITATION

Article 13 : Plans d'exploitation des fronts de SAINT-NABOR

13.1. Plans et mise à jour

13.1.1. Il sera établi, pour l'ensemble des fronts, des plans d'exploitation par secteur ou ensemble de secteurs de mise en sécurité définis à l'article 10.2, à l'échelle 1/200e, orientés, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ces plans seront reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte la présente autorisation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 5 mètres d'altitude), les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- les limites des secteurs de mise en sécurité définis à l'article 10.2,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage prescrit à l'article 7.1. du présent arrêté,
- la position des clôtures,
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
- les pistes de circulation menant aux différentes plates-formes.

Ces plans seront mis à jour après chaque tir par l'exploitant et tous les mois par un géomètre expert.

13.1.2. Il sera également établi, pour l'ensemble de ces fronts, un plan d'exploitation à l'échelle 1/1000^e dans les mêmes conditions que les plans définis à l'article 15.1.1. Ce plan sera mis à jour tous les six mois par un géomètre expert.

13.2. Communication des plans

Les plans d'exploitation seront conservés sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Les plans complets, tels que définis à l'article 15.1., seront communiqués dès leur mise à jour, à la DRIRE et ce, avant la fin des trois mois qui suivent la notification du présent arrêté. Ces plans seront ensuite transmis à la DRIRE, tous les trois mois pour les plans au 1/200^e des zones de chantier, et tous les six mois pour le plan au 1/1000^e.

Des relevés topographiques complémentaires, coupes et profils, pourront être demandés par la DRIRE et lui être communiqués sur simple demande.

VI- PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

Article 14 : Dispositions générales

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant seront maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations seront entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Article 15 : Bruits et vibrations (en dehors des tirs de mines)

15.1. L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les niveaux limites de bruit et d'émergence à ne pas dépasser sont définis conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994. Ils ne devront pas dépasser aux points indiqués les valeurs définies dans les tableaux ci-après :

Niveau limite continu équivalent pondéré : 70 dB (A) (en limite du périmètre d'exploitation autorisé)			
Émergence (définie à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994)			
6 h 30	21 h 30	21 h 30	6 h 30
Sauf dimanches et jours fériés		ainsi que les dimanches et jours fériés	
Inférieur ou égal à 5 dB (A)		inférieur ou égal à 3 dB (A)	

15.2. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents, ou à la sécurité des personnes.

15.3. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et engins de chantier utilisés dans la carrière devront être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

15.4. Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. (hormis ce qui concerne les tirs de mines - cf. prescriptions particulières).

VII- DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE

Article 16 :

Les dispositions définitives de remise en état seront définies par la suite au vu du projet de réaménagement global retenu.

VIII- PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 17 : Utilisation d'explosifs - Vibrations

Dans le cas où l'abattage du gisement doit être réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définira un plan de tir.

La charge maximale de produits explosifs autorisée lors des tirs d'abattage est de 150 kilogrammes par retard (charge instantanée).

L'exploitant prendra en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurera la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines auront lieu les jours ouvrables.

Les tirs de mines ne devront pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré sera une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié pour chaque tir réalisé sur la carrière, par enregistrement sur deux sismographes, l'un étant placé dans les locaux de l'exploitant, l'autre dans un lieu qui sera indiqué par le Maire de SAINT-NABOR. L'exploitant est chargé du bon état et du bon fonctionnement de ces appareils. Les relevés seront assurés et conservés par l'exploitant et tenu à la disposition de la DRIRE.

Article 18 : Remblayage

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que du granulat, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site est interdit.

Article 19 : Frais d'exécution de l'arrêté

Les dépenses inhérentes aux prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.


X- AMPLIATION - PUBLICITÉ

Article 20 : Ampliation - Publicité

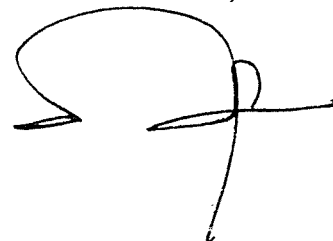
Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Société des carrières de SAINT-NABOR et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
- M. le Maire d'OTTROTT,
- Mme le Maire de SAINT-NABOR,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur régional de l'environnement,
- M. le Directeur régional des affaires culturelles d'Alsace
- M. le Directeur régional de l'Office national des forêts,
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie du Bas-Rhin,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (trois exemplaires).

Pour ampliation
 F. le Secrétaire Général
 la Préfecture du Bas-Rhin
 10, rue de la République
 67000 STRASBOURG



Le Préfet,



Philippe MARLAND

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'État dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).